

> [Analyses et témoignages](#) > [Amérique Latine](#) > Un journaliste de « Le Monde » en croisade permanente contre le (...)

## Un journaliste de « Le Monde » en croisade permanente contre le Venezuela

TARIK BOUAFIA\*

Partager 3

30 avril 2015

Article en PDF: 

L'indignation à géométrie variable de certains journalistes est tout à fait remarquable. Paulo A. Paranagua, journaliste au quotidien *Le Monde*, est l'un de ceux-ci. D'origine brésilienne, il aurait été emprisonné en Argentine en 1975 et libéré en 1977 pour avoir fait partie d'un mouvement d'extrême gauche péroniste. Si cela s'avère exact, il semble avoir radicalement tourné la page tout comme son homologue vénézuélien Théodore Petkoff, ancien guérillero devenu libéral et aujourd'hui à la tête du journal d'opposition *Tal Cual*.



Paulo Paranagua, qui écrit régulièrement dans *Le Monde*, est la parfaite caricature du journalisme dominant en croisade permanente contre le progressisme latino-américain et tout particulièrement contre la Révolution Bolivarienne au Venezuela.

C'est son droit le plus strict de critiquer des pays et des processus qui lui déplaisent mais quand même. Force est de constater que cet acharnement médiatique contre des pays qui ont choisi avec plus ou moins de radicalité de se libérer de la tutelle des États-Unis et d'entamer de profondes transformations sociales devient obsessionnel. Le Venezuela, à l'avant-garde de cette résurrection d'une partie du continent sud-américain, en fait les frais très régulièrement.

Le travail de ce supposé journaliste consiste à diffuser un flot ininterrompu de mensonges, d'approximations, d'erreurs en tous genres ainsi que des « analyses » bricolées sur un coin de table.

Ainsi, concernant le Venezuela, dans un article intitulé *Au Venezuela, la stratégie de la tension du président Maduro (1)*, l'auteur se veut être le défenseur de l'opposition et des « droits de l'homme ».

Il commence par cette phrase : « L'arrestation musclée du maire de Caracas, Antonio Ledezma, le 19 février, témoigne visiblement d'une escalade répressive au Venezuela. Ledezma a rejoint dans la sinistre prison militaire de Ramo Verde une autre figure de l'opposition, Leopoldo Lopez, incarcéré depuis un an ».

Un lecteur lambda qui ne connaît pas la situation au Venezuela est amené à penser, après avoir lu ces quelques lignes, que le Venezuela est devenu une dictature où les opposants sont jetés en prison sans raison valable. C'est en tout cas le message que tente de faire passer M. Paranagua. Quelques phrases plus tard, il surenchérit en parlant de « destitution sommaire » en référence à la destitution de son poste de députée de l'opposante Maria Corina Machado. Ainsi, rien n'est dit sur la raison valable de leur destitution ou de leur emprisonnement.

Comme si le président Nicolas Maduro s'était levé un beau matin et ne sachant pas quoi faire de sa journée avait ordonné aux forces de l'ordre de s'attaquer à ces opposants. La réalité est un peu moins simpliste qu'elle n'en n'a l'air. Car ce supposé journaliste relate des faits sans les placer dans un contexte global qui nous permettrait de comprendre comment on en est arrivé là.

La vérité, c'est que Antonio Ledezma, Leopoldo Lopez et Maria Corina Machado ne sont pas des opposants normaux, pacifiques tels que les présente M. Paranagua. Non, ces personnes sont de véritables putschistes et ennemis de la démocratie, de la paix et de la liberté. En effet, depuis le début de la Révolution Bolivarienne, ils ont tenté à maintes reprises de créer des conditions favorables au renversement d'abord du président Hugo Chavez puis de son successeur, Nicolas Maduro Moros. Ces trois personnages érigés en « martyrs » de la liberté par les médias dominants ont soutenu voire participé activement au coup d'État du 11 avril 2002 contre le président constitutionnel Hugo Chavez.

Début 2014, ils ont été les instigateurs d'une flambée de manifestations violentes des fameux *Guarimbas*, ces groupes de jeunes extrémistes, qui, au total, ont causé la mort de 43

personnes. Lors des manifestations, ils appelèrent clairement à la violence et la fin du gouvernement de Nicolas Maduro. Sans succès.

Frustrés, ils ont remis ça le 19 février 2015 en publiant un document intitulé « Accord pour la Transition » où ils exposent point par point les étapes à suivre pour d'abord en finir avec le président Maduro puis pour la prise du pouvoir par l'opposition.

Le cynisme et le mensonge atteignent leur paroxysme lorsque M.Paranagua écrit que « En janvier, les forces armées ont été autorisées, par décret, à tirer sur des manifestants dans la rue ». (2)

A en croire M. Paranagua, n'importe quel manifestant dans la rue sera assassiné par les forces de l'ordre s'il ose manifester. Ceci a pour but d'accentuer encore un peu plus le sentiment de répression exercée par le gouvernement vénézuélien. Pourtant, lorsqu'on regarde le décret de plus près, ce n'est pas ça qui est écrit. Le décret donne une échelle d' « utilisation progressive et différenciée de la force ». L'article 21 stipule que « Les fonctionnaires des forces armées nationales Bolivariennes, dans l'exercice de leurs fonctions, appliqueront l'échelle d'utilisation progressive et différenciée de la force ». L'article 22 en donne les précisions :

1.Intimidation psychologique : Le/La fonctionnaire militaire répondra par sa simple présence à toute situation qui implique un risque latent de confrontation.

2.Indécision. Face à une désobéissance visible devant une injonction militaire, le/la fonctionnaire pourra déployer des ressources dissuasives.

3.Violence Verbale. Langage rude, obscène ou insultant, face auquel le/la fonctionnaire militaire utilisera le dialogue dissuasif pour ainsi réduire la résistance et faire descendre le niveau de confrontation.

4.Violence passive. Immobilité, résistance sans activité musculaire face auxquelles le/la fonctionnaire militaire appliquera des techniques soft de contrôle consistant à immobiliser physiquement la personne sans causer de douleur.

5.Violence défensive. Opposition musclée face à laquelle le/la fonctionnaire militaire utilisera des techniques dures de contrôle consistant à immobiliser la personne en produisant des gênes physiques pour ainsi faire céder la résistance ou l'opposition.

6.Violence active. Action visant à agresser ou attaquer face à laquelle le/la fonctionnaire militaire pourra utiliser des armes intermédiaires ou non létales pour neutraliser le manifestant. Bien-sûr, rien ne dit que les forces de l'ordre appliqueront à la lettre ce décret. Entre la théorie et la pratique, il y a parfois un fossé plus ou moins important non seulement au Venezuela mais dans le monde entier, comme en témoignent les bavures répétées en France ou aux États-Unis.

Ceci dit, contrairement aux écrits de M.Paranagua, le gouvernement n'a pas donné l' « autorisation aux forces armées de tirer sur les manifestants dans la rue. » Il a tout simplement créé une échelle de réactions que devront adopter les forces armées en cas de violentes manifestations. Ce genre de décret n'a donc pas pour but d'asseoir une quelconque autorité ou d'amplifier un « régime répressif » comme le laisse entendre notre supposé journaliste mais de créer les conditions nécessaires et d'établir des règles strictes en cas de danger lors de manifestations. Voilà pour la première manipulation, le premier mensonge médiatique.

#### **Chavez Et Maduro, les nouveaux Pinochet ?**

Puis, en citant une ONG, ce contre-révolutionnaire médiatique compare indirectement le Venezuela aux dictatures de la Doctrine de la Sécurité Nationale qui ont ensanglanté le continent latino-américain notamment dans la partie cône-sud (Argentine, Uruguay, Paraguay, Brésil, Chili). Des dictatures qui ont durablement sévi dans les années 1970 et 1980 et qui ont eu pour but, avec l'aval des États-Unis, d'en finir avec tous les éléments subversifs (mouvements de guérilla, communistes, mouvements indigènes révolutionnaires...).

Selon l'ONG Contrôle citoyen, « le renseignement militaire a été réformé pour en faire un corps de « commissaires politiques » censés veiller sur l'allégeance au chavisme à tous les niveaux et aussi une arme contre les opposants civils. Le Venezuela a remis en vigueur la vieille« doctrine de sécurité nationale » des dictatures militaires et de la guerre froide, tournée contre« l'ennemi de l'intérieur ». écrit M. Paranagua. Ainsi, ce dernier se cache derrière les propos de l'ONG pour accuser le Venezuela d'appliquer la même terreur et la même répression que sous les dictatures dans les années 1970-1980. Est-ce vraiment le cas ? Y a-t-il eu, sous la présidence d'Hugo Chavez puis de Nicolas Maduro, 30 000 disparus comme sous la dictature argentine ? Le gouvernement bolivarien a-t-il assassiné plus de 3000 personnes comme sous la dictature d'Augusto Pinochet au Chili ?

Existe-t-il des centres de torture où l'on fait baigner les détenus dans des baignoires d'excréments comme sous la dictature d'Alfredo Stroessner au Paraguay ? Jusqu'à preuve du contraire, non.Le Venezuela est une jeune et ambitieuse démocratie participative, n'en déplaise à M. Paranagua. Alors bien sûr, comme le disait très bien Mao Zedong, la « révolution n'est pas un dîner de gala ». C'est pourquoi Hugo Chavez a un jour déclaré « Nous faisons une révolution pacifique mais non désarmée » car il était conscient du danger qui pèse sur cette révolution et il se souvenait surtout de l'expérience tragique du Chili de Salvador Allende et de l'Unité Populaire.

Il y a bien sûr un ennemi extérieur, l'impérialisme états-unien. Mais il existe aussi un ennemi intérieur, l'opposition putschiste d'extrême droite. Ces deux entités ont main dans la main tenté à maintes reprises de renverser violemment les présidents démocratiquement élus.

Néanmoins, chaque fois que l'État vénézuélien a dû punir des acteurs violents, il l'a fait dans le cadre de la loi et de la constitution. Une constitution, la cinquième, qui a été plébiscitée en

1999 par le peuple du Venezuela.

Le Venezuela et ses forces armées ne sont bien sûr pas exempts de tout reproche et des bavures, des excès de violence ont pu avoir lieu. Mais comparer le Venezuela d'aujourd'hui aux dictatures barbares de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle est tout simplement insultant, grotesque et caricatural.

Au Venezuela, la démocratie, la liberté, le droit, la justice sociale se construisent de manière laborieuse mais se construisent jour après jour, lutte après lutte. Depuis le début de la révolution bolivarienne en 1999, plus d'une quinzaine d'élections ont été organisées. En 2004, l'opposition a même pu atteindre le nombre de signatures nécessaires pour organiser un référendum révocatoire prévue par la constitution. Les opposants argentins, chiliens ou encore brésiliens pouvaient-ils faire cela sous la dictature ?

La presse pouvait-elle insulter, calomnier ou diffamer les militaires au pouvoir comme le font en permanence les médias vénézuéliens, largement aux mains de l'opposition ? Pouvait-elle se permettre de caricaturer leur dirigeant en Hitler comme l'ont fait les médias vénézuéliens pour Chavez sans être inquiétés ? Après le coup d'État qui a été mené contre lui, le président Hugo Chavez de retour au pouvoir a-t-il condamné à mort les putschistes ou les a-t-il laissés dans leur écrasante majorité en liberté ?

Caracas a-t-il fait appel à une puissance étrangère pour apprendre les techniques de torture à adopter contre les opposants comme l'a fait l'Argentine avec l'aide bien généreuse d'anciens militaires français ?

Enfin, les dirigeants vénézuéliens ont-ils organisé le vol de bébés comme c'était le cas en Argentine tout comme dans l'Espagne franquiste ?

Le Venezuela est-il vraiment comparable à ces tyrannies sanguinaires, pro-impérialistes et néolibérales comme le sous-entend M. Paranagua ? Le respect, la dignité et la décence nous poussent à ne même pas répondre à cette question.

### **Une vision biaisée et manichéenne**

Après ces ignominies, notre « chien de garde » critique la gestion de l'économie par le gouvernement de M. Maduro. Il est vrai que le pays fait face à de vraies difficultés économiques alimentées par la corruption et la spéculation. L'avenir de la révolution bolivarienne passera notamment par une amélioration des indicateurs économiques frappés de plein fouet par la baisse du prix du pétrole sur le marché mondial. Il indique que « l'immobilisme en matière économique, alors qu'il y a le feu à la maison, contraste avec la fébrilité de la propagande, dénonçant des putschs et des attentats à répétitions, comme si elle désignait des boucs émissaires ».

Nicolas Maduro accuserait-il une opposition innocente ? Cette opposition, cette élite qui détient encore le pouvoir économique n'aurait-elle rien à voir avec le désapprovisionnement, les pénuries... ?

La réalité, c'est que Nicolas Maduro n'a pas accusé arbitrairement l'opposition. En effet, de nombreux grands entrepreneurs qui détiennent des dizaines de chaînes de magasins organisent constamment une guerre économique qui vise à déstabiliser le gouvernement en place. Il ne s'agit donc pas de faire la chasse aux « boucs émissaires » comme l'affirme M. Paranagua mais de dénoncer ceux qui participent activement à la tentative de destruction de la Révolution Bolivarienne. En témoignent les dizaines de hangars remplis de produits de première nécessité que les grands patrons avaient volontairement cachés pour créer un sentiment de mécontentement au sein de la population.

Pour appuyer ces propos incomplets et son « information » biaisée, ce « journaliste » du Monde en vient à nous citer des chiffres que l'on peut déjà qualifier de mensongers et idéologiquement orientés. En effet, il écrit que « Selon l'institut Datanalisis, le plus cité par le gouvernement lui-même, les chavistes sont tombés à 17,3% des intentions de vote, contre 45,9% pour les opposants ».

Premièrement, notons que cet institut est idéologiquement et politiquement du côté de l'opposition. Preuves en sont ces « enquêtes » répétées à charge contre le président Maduro.

Les chavistes seraient donc tombés à seulement 17,3% des intentions de vote ? Où M. Paranagua a-t-il trouvé ces chiffres ? Il ne cite aucune source, seulement le nom d'un institut. Comment le lecteur peut-il vérifier ces chiffres ? N'est-ce pas le travail normal du journaliste d'indiquer précisément le document d'où ces chiffres sont tirés ?

Peut-être s'est-il référé à l' « enquête » faite par cet institut en octobre 2014. Un véritable réquisitoire contre Nicolas Maduro et le chavisme en général. Néanmoins, aucun chiffre n'indique que les intentions de vote en faveur du chavisme atteignent les 17%. Même si ceci était écrit, il serait profondément légitime d'analyser ces chiffres étant donné que cet institut qui, au passage, n'est pas le « plus cité par le gouvernement » est un véritable défenseur de l'opposition.

Mais le fait de citer cet institut qui mettrait le chavisme à « 17% » et l'opposition à « 45% » puis de dire que « Le raidissement de la machine répressive a une visée préventive, à double détente : contre l'éventuelle contestation de la rue et contre la victoire annoncée de l'opposition aux élections législatives prévues à la fin 2015 » vise un objectif très précis qui est de préparer la population, notamment européenne, à une future victoire de l'opposition, de disqualifier le gouvernement et de l'accuser de « fraude » et « manipulations » électorales si le Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV) proclame sa victoire. Par conséquent, si le parti de Maduro gagne les prochaines élections législatives, M. Paranagua sera à n'en pas douter un des premiers à hurler à la « fraude » et pondra un nouvel article à charge contre le Venezuela.

### **Des élections sous contrôle ?**

D'ailleurs, M. Paranagua a déjà commencé à préparer le terrain. Il a en effet écrit que

« Le pouvoir électoral » (érigé en quatrième pouvoir de la République), entièrement soumis au chavisme, pourrait procéder à un nouveau redécoupage des circonscriptions ou à une modification des règles du jeu ».

Un mensonge de plus car la vérité est que le Conseil National Électoral est une institution totalement indépendante du pouvoir. En outre, notons que tous les processus électoraux qui ont été célébrés au Venezuela depuis le début de la Révolution Bolivarienne ont été reconnus officiellement par des instances internationales telles que l'Organisation des États Américains (OEA), l'Union Européenne (UE) ou encore l'Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR) qui ont envoyé des dizaines d'observateurs. Et puis, quoi de mieux que citer un ancien président des États-Unis pour montrer à quel point le système électoral vénézuélien est transparent et performant. Jimmy Carter, que l'on ne peut soupçonner d'être un gauchiste, fondateur du Centre Carter chargé de veiller aux élections, a en effet affirmé que le Venezuela possède le « meilleur système électoral au monde ».

Par contre, les véritables ennemis de l'institution électorale sont les opposants qui, après leur coup d'État contre Hugo Chavez en 2002, ont suspendu le Conseil National Électoral. Ça M. Paranagua ne le dit pas, peut-être a-t-il un trou de mémoire, phénomène assez fréquent malheureusement chez lui.

Ce genre d'article n'est pas rare de la part de M. Paranagua. Sa croisade, voire sa haine du Venezuela, le pousse comme nous venons de le voir à empiler les mensonges, les caricatures, les manipulations en tous genres. De tels réquisitoires s'inscrivent dans un travail plus large conduit par les médias dominants en Occident contre les politiques progressistes latino-américaines. Très souvent, et M. Paranagua n'échappe pas à la règle, les grands médias dont la presse reprennent des informations parues dans les journaux d'opposition et, sans même les vérifier, s'en servent pour leurs articles.

Mais ce qui est intéressant à remarquer dans les écrits de M. Paranagua, c'est son silence indigne et grave, voire complice avec les pouvoirs autoritaires et sanguinaires qui sévissent en Amérique Latine.

Ecrira-t-il un article dénonçant le narco-Etat mexicain qui vient d'être complice du massacre de 43 étudiants en septembre dernier, comme le lui a demandé Luis Alberto Reygada, doctorant franco-mexicain en relations internationales ?

Informera-t-il ses lecteurs de la répression brutale des paysans indigènes au Pérou qui luttent contre l'expropriation de leurs terres et l'exploitation des ressources minières par les multinationales étrangères ?

Évoquera-t-il le sort des Mapuches ou des communautés indigènes au Paraguay chassées de leurs terres ? Et sur la Colombie ? Va-t-il écrire un article pour dénoncer le traitement violent des opposants et notamment des mouvements sociaux exercé par le pouvoir ?

En bon petit soldat de l'idéologie dominante, il continuera sans aucun doute à cracher sur les processus de transformation sociale en Amérique Latine et, dans le même temps, à se faire l'avocat de ceux qui suivent à la lettre les ordres des institutions financières internationales en chantant les louanges de leur politique mais en prenant soin d'occulter leurs échecs et leurs massacres.

M. Paranagua ou le mercenaire médiatique par excellence.

Notes :

1. Publié le 26 février 2015 sur Le Monde.fr et
2. Il évoque ainsi le décret publié dans la Gazette Officielle du mardi 27 janvier 2015.

Source : [Journal de Notre Amérique n°3](#), Investig'Action

## >> Retrouvez sur notre shop !



Los 7  
pecados de  
Hugo Chavez

25-los-7-pecados-de-hugo-chavez.html

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

copyright michel

graphisme dev: Platanos studio

[Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |